

Brochure n° 3018

**Convention collective nationale**

IDCC : 1486. – **BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES,  
CABINETS D'INGÉNIEURS-CONSEILS  
ET SOCIÉTÉS DE CONSEILS**  
(27<sup>e</sup> édition. – décembre 2004)

---

**AVENANT N° 31 DU 31 MARS 2005**  
PORTANT RÉVISION DE CERTAINES DISPOSITIONS  
DE LA CONVENTION

NOR : *ASET0550598M*

IDCC : *1486*

---

**Article 1<sup>er</sup>**

Le titre VII de la convention collective nationale intitulé « Formation » est complété ainsi qu'il suit :

Sous le titre VII « Formation » la phrase suivante est rajoutée : « modifié par l'accord national du 27 décembre 2004 sur la formation professionnelle. »

**Article 2**

Le titre VII de la convention collective nationale intitulé « Formation » est désormais rédigé ainsi qu'il suit :

**Article 46**

Cet article est supprimé.

**Article 47**

Cet article est supprimé.

## Article 48

Cet article est supprimé.

## Article 49

Conformément aux dispositions du titre VI du livre IX du code du travail et des textes réglementaires y afférents, il est créé un « organisme paritaire collecteur agréé » (OPCA) dénommé FAFIEC.

La gestion de cet organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) est assurée paritairement à raison de 10 administrateurs pour les organisations patronales signataires de cet organisme paritaire collecteur agréé et de 2 administrateurs par organisation syndicale de salariés signataires de cet organisme paritaire collecteur agréé.

Toutes les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente convention collective versent obligatoirement à l'organisme paritaire collecteur agréé les contributions obligatoires définies au titre VIII de l'accord national du 27 décembre 2004 sur la formation professionnelle, conclu dans le cadre de la convention collective nationale du 15 décembre 1987.

L'accord constitutif et le règlement intérieur de cet organisme paritaire collecteur agréé sont déterminés paritairement.

## Article 3

### *Entrée en vigueur*

Pour les entreprises qui adhèrent à une organisation professionnelle du champ conventionnel, les dispositions du présent avenant entreront en vigueur dès publication de l'arrêté d'extension de l'accord du 27 décembre 2004, sous réserve de l'extension des articles dont il est fait application dans le présent texte.

Pour les autres entreprises, les dispositions du présent avenant entreront en vigueur le premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel d'extension sous réserve de l'extension des articles dont il est fait application dans le présent texte.

Fait à Paris, le 31 mars 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

Fédération SYNTEC ;  
Fédération CICF.

### **Syndicats de salariés :**

FIECI CFE-CGC ;  
Fédération des services CFDT ;  
Fédération des employés et cadres FO ;  
CSFV-CFTC.